

Les dévolutions volontaires

L'article 721 alinéas 2 du Code Civil dispose que les successions peuvent être dévolues par les libéralités du défunt dans la mesure compatible avec la réserve héréditaire.

Section 1 : Généralités

1. Les libéralités

Les libéralités sont des actes juridiques gratuits, entre vifs ou à cause de mort, par lesquels une personne dispose de tout ou partie de ses biens au profit d'autrui.

Les libéralités supposent toute la réunion de deux éléments :

- un élément matériel
- un élément intentionnel.

La libéralité peut alors prendre la forme d'un testament, d'une donation ou de l'institution contractuelle.

Le testament est un acte unilatéral, solennel et révocable dans lequel une personne exprime ses dernières volontés et qui peut contenir des legs ou de simples vœux.

La donation est un contrat par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement au profit du donataire d'un bien présent qu'il accepte. Elle peut prendre la forme d'une donation notariée, mais il peut également d'un don manuel

L'institution contractuelle est une libéralité par laquelle une personne, l'instituant, dispose à titre gratuit au bénéfice d'une autre, l'institué, qui accepte, de tout ou partie des biens qui composeront de sa succession.

L'institution contractuelle entre époux est la libéralité la plus fréquente. Elle est communément appelée **donation entre époux de biens à venir**, et **donation au dernier vivant** lorsqu'elle est réciproque. Avant la loi du 3/12/2001, elle constituait un instrument privilégié de protection du conjoint survivant.

2. La réserve héréditaire

L'article 912 du Code Civil définit la réserve héréditaire ainsi que la quotité disponible.

La réserve disponible est la part des biens et droits successoraux dont la loi assure la dévolution libre de charges à certains héritiers, dits réservataires, s'ils sont appelés à la succession et s'ils l'acceptent.

La quotité disponible est la part des biens et droits successoraux qui n'est pas réservée par la loi et dont le défunt a pu disposer librement par des libéralités.

La somme de la réserve héréditaire et de la quotité disponible est donc égale à la totalité de la masse successorale.

La détermination des héritiers à réserve

La loi continue à accorder à certains héritiers une part de l'héritage à laquelle il est impossible de déroger, il est donc toujours impossible de déshériter un héritier réservataire, la loi du 23/06/2006 définit désormais la notion de réserve héréditaire et de quotité disponible, dans son article 912.

« La réserve est la part des biens et des droits successoraux, dont la loi assure la dévolution libre de charges à certains héritiers dits réservataires, s'ils sont appelés à la succession et s'ils acceptent ; la quotité disponible est la part des biens et droits successoraux qui n'est pas réservée par la loi et dont le défunt a pu disposer librement par libéralité ».

La loi du 23/06/2006 a retiré aux ascendants du défunt leur qualité d'héritier réservataire, il ne reste plus que les descendants et en leur absence le conjoint survivant

	Réserve héréditaire	Quotité disponible
Le défunt laisse 1 enfant	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
Le défunt laisse 2 enfants	$\frac{2}{3}$	$\frac{1}{3}$
Le défunt laisse 3 enfants	$\frac{3}{4}$	$\frac{1}{4}$
0 enfants – un conjoint non divorcé	$\frac{1}{4}$	$\frac{3}{4}$
0 enfants – 0 conjoint	0	100 %

Section 2 : Les donations

Le droit des successions et des libéralités a été profondément modifié par la loi du 23/06/2006, dite loi «portant réforme des successions et des libéralités».

Définition : une donation est un acte juridique par lequel une personne, le donateur, transfère à une autre, le donataire, un bien sans contrepartie. Cette disposition à titre gratuit peut être réalisée entre vifs ou à cause de mort par testaments ou legs (disposition faite par testament au bénéfice d'une personne)

1. Les donations entre vifs

La donation entre vifs permet au donateur d'anticiper le partage de son patrimoine sans attendre son décès afin d'éviter les conflits entre héritiers, ou de se décharger de la gestion d'une partie de son patrimoine.

Caractéristiques

La donation s'effectue par un acte notarié, la donation doit être acceptée par le donataire soit dans l'acte lui-même, soit par acte séparé, la donation ne peut porter que sur des biens appartenant en propre au donateur. Une donation transfère le bien immédiatement à son nouveau propriétaire, elle est irrévocable, c'est pourquoi il est possible d'insérer différentes clauses dans l'acte de donation afin de ménager les intérêts du donateur.

Les différentes clauses permettant de ménager les intérêts du donateur

↳ La donation avec réserve d'usufruit : le donateur conserve l'usage du bien donné et continue à en percevoir le revenu, le donateur ne reçoit que la nue propriété. Ce n'est qu'au décès du donateur, que le donataire recouvre la pleine propriété.

↳ La donation de l'usufruit : c'est l'inverse, le donateur conserve la nue propriété et donne l'usufruit du bien, le donateur se libère ainsi de la gestion du bien tout en permettant à un proche de bénéficier de son usage ou de ces revenus, il garde cependant le contrôle du bien.

↳ La donation avec charges : le donateur peut soumettre sa donation à l'exécution de certaines obligations par le donataire tels que le versement d'une rente viagère ou l'entretien d'un proche, si les charges ne sont pas exécutées, la donation peut être révoquée.

↳ La clause d'inaliénabilité : elle a pour objet d'empêcher que le bien donné ne soit vendu, donné ou hypothéqué, elle n'est valable que si elle est limitée dans le temps et justifiée par un intérêt sérieux et légitime.

↳ La clause de retour conventionnel : elle permet le retour d'un bien donné dans le patrimoine du donateur en cas de décès prématuré du donataire sans descendance, ainsi tant que le donateur n'a pas renoncé au bénéfice de la clause, le donataire ne peut pas revendre le bien.

↳ La clause de substitution : dans une donation entre parents et enfants, cette clause précise que le donataire doit conserver le bien à charge de le transmettre à ses propres enfants lors du décès.

2. Les autres formes de donation

↳ Le don manuel : c'est le don d'une somme d'argent ou d'un bien matériel « de la main à la main » sans acte notarié ni déclaration fiscale.

↳ La donation simple : c'est un acte notarié par lequel une personne donne de son vivant un bien à une autre personne.

↳ La donation en avancement d'hoirie : c'est une donation à un héritier d'une avance sur sa part d'héritage sans porter atteinte à l'égalité entre tous les autres héritiers, ce qui signifie qu'au décès du donateur, elle est rapportée à la succession, sauf disposition contraire de l'acte de donation toutes les donations sont présumées être en avancement d'hoirie.

↳ La donation précipitaire : c'est une donation qui avantage le donataire en lui attribuant plus que sa part de l'héritage, si elle ne porte pas atteinte à la réserve des autres héritiers, il n'est pas tenu compte du surplus lors de la succession.

↳ La donation entre époux : c'est une donation consentie et acceptée par contrat de mariage ou par acte séparé au moment ou en cours de mariage, la donation entre époux est toujours révocable.

↳ La donation au dernier vivant : cette clause a pour but la protection du conjoint survivant à travers le transfert de la totalité du patrimoine, y compris les biens issus de la famille du défunt.

↳ La donation déguisée : il s'agit d'une donation volontairement dissimulée sous l'apparence d'un acte onéreux.

↳ La donation indirecte : il s'agit d'un avantage attribué à une personne lors de la signature d'un autre type d'acte

Section 3 Mandat à effet posthume et pactes successoraux

1. Le mandat à effet posthume

Toute personne peut désormais de son vivant désigner une ou plusieurs personnes afin de gérer sa succession pour le compte et dans l'intérêt d'un ou plusieurs héritiers identifiés. Ce mandat est dit à effet posthume, car il ne produit ces effets qu'au décès de celui qui le donne. Pour être valable ce mandat doit :

- être justifié par un intérêt sérieux et légitime au regard de la personnalité de l'héritier (héritier mineur ou majeur incapable), ou du patrimoine successoral (par exemple l'existence d'une entreprise dont la gestion nécessite des compétences qu'aucun héritier ne possède encore) ;
- être donné par acte notarié ;
- être accepté par celui qui le reçoit (le mandataire) dans un acte notarié avant le décès du mandant.

D'une durée en principe de 2 ans, le mandat peut être donné pour 5 ans renouvelables, en raison de l'incapacité ou de l'âge des héritiers, ou encore de la nécessité de gérer des biens professionnels.

***Exemple** : Monsieur est père de deux enfants mineurs. Dans la prévision de son décès, il peut, depuis 01/01/07, donner mandat à un collaborateur ou un associé pour gérer l'entreprise jusqu'à la majorité des enfants afin d'éviter la vente immédiate de l'entreprise, ou sa disparition du fait de la mauvaise gestion.*

2. Le pacte de renonciation à l'action en réduction pour atteinte à la réserve

Ce pacte, également appelé « pacte successoral » va permettre notamment aux grands-parents de transmettre leurs biens directement à leurs petits-enfants, ou encore aux parents de protéger un enfant handicapé, ou plus simplement aux parents de privilégier un enfant par rapport aux autres dans le cadre d'une transmission d'entreprise.

2.1 Quand et comment renoncer ?

La renonciation doit être établie du vivant de l'auteur de la donation ou du testament (le disposant), par acte authentique, à peine de nullité. Cet acte doit être signé en présence de 2 notaires dont 1 désigné par le président de la chambre des notaires.

La présence de 2 notaires justifiera du consentement libre et éclairé du consentant et assurera qu'il a bien compris les effets de sa renonciation

2.2 Les effets de la renonciation

La renonciation à l'action en réduction pour atteinte à la réserve ne constitue pas une libéralité, ce qui signifie qu'au regard du droit civil, le bénéficiaire de la renonciation est réputé avoir reçu les biens directement du disposant, et non du renonçant, ce dernier est donc totalement ou partiellement écarté de la succession.

2.3 Les cas de révocation du pacte

Il existe des cas exceptionnels dans lesquels le pacte pourra être révoqué en justice à la demande du renonçant :

- si le renonçant prouve qu'il est dans le besoin, alors qu'il ne l'aurait pas été s'il n'avait pas renoncé ;
- si le donateur avant son décès n'a pas rempli ces obligations alimentaires à l'égard du renonçant ;
- si le bénéficiaire de la renonciation s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit contre le renonçant ;

Section 4 : Le testament

Le testament permet d'attribuer un bien particulier à une personne choisie, d'avantager un enfant par rapport aux autres, ou de protéger un proche (partenaire de pacs, concubin ...)

1. Le testament olographe

C'est le plus courant, il ne nécessite aucune formalité particulière, il doit juste être rédigé de la propre main du testateur, il ne doit pas être dactylographié, et il doit être rédigé sur papier libre. Ce document n'étant pas fait par un officier ministériel, il peut être remis en cause ou même égaré, c'est pourquoi il est conseillé de le faire inscrire au fichier central des dernières volontés. Ainsi par une simple interrogation de ce fichier, le notaire chargé de la succession saura si un testament a été déposé et auprès de qui.

Remarque : le testament olographe n'est valable que s'il est rédigé par une seule personne

2. Le testament authentique

Il s'agit d'un testament réalisé en présence d'un notaire et de 2 témoins, ou de 2 notaires, les témoins doivent être français, majeurs et capables, ils ne doivent être ni des parents, ni des personnes concernées par les dispositions de testament, il a la force probante de tout acte notarié, il ne peut donc être ni contesté ou ni perdu. Cette méthode comporte 2 inconvénients, le testament n'est pas secret, et pour le modifier il faut recommencer l'intégralité de la procédure.

3. Le testament mystique

C'est un mélange des deux, le testateur le rédige seul ou avec quelqu'un, ensuite il le cachète, le scelle, et le dépose chez le notaire en présence de 2 témoins, le notaire dresse alors un acte suscription, ou procès verbal de dépôt.

Le testament peut être laissé au notaire ou conservé dans un autre endroit, personne pas même le notaire ne peut le lire avant l'ouverture de la succession

Remarque : il est donc possible pour un conjoint d'être exhéredé (deshérité) et privé de toutes parts dans la succession de son conjoint, cette disposition pourra être contenue dans un testament

Bibliographie

- Code Civil
- "Les successions" éditions Delmas
- "Préparer sa succession" éditions Delmas